LA CROIX

Migrants en Biélorussie : l'Union européenne organise la riposte

Par **François d'Alançon avec Céline Schoen (à Bruxelles)**, le 15/11/2021 à 06h59

La Biélorussie a affirmé lundi 15 novembre vouloir faire rentrer *« chez eux »* les migrants campant à la frontière avec la Pologne, des assurances laissant dubitative l'UE, qui a annoncé de nouvelles sanctions « dans les prochains jours ». Deux à trois mille personnes, dont de nombreux enfants, se préparaient lundi à passer une nouvelle nuit dehors.

► Que veut Alexandre Loukachenko, le leader biélorusse ?

Recherche d'une sortie de crise ou diversion ? Le président biélorusse a assuré, lundi 15 novembre, ne pas vouloir d'un conflit avec la Pologne et s'est dit prêt à ramener les migrants dans leur pays ou à les évacuer vers l'Allemagne. *« Ces gens, il faut le dire, sont têtus »*, a-t-il toutefois ajouté. *« Ils ne veulent pas rentrer. Il est clair qu'ils n'ont plus où rentrer, plus de domicile, et n'ont rien pour nourrir leurs enfants. »*

Au même moment, une foule de migrants, escortés par les forces de sécurité biélorusses et par des médias russes et biélorusses, a quitté le camp de fortune aménagé du côté biélorusse, le long de la frontière polonaise, pour se rassembler devant le poste frontalier de Kuznica.

→ À LIRE. Sanctions contre la Biélorussie, une arme sans effet immédiat

Le dictateur biélorusse laisse-t-il ainsi entendre qu'il a besoin d'une aide de l'Union européenne pour

rapatrier ces migrants ? *« Alexandre Loukachenko, très fragilisé en interne et très dépendant de la Russie, tente de retrouver une marge de manœuvre à travers cette crise* », analyse Tatiana Kastoueva-Jean, directrice du centre Russie à l'Institut français des relations internationales (Ifri). « *Jusque-là, c'est plutôt contre-productif, en interne par rapport à ses élites et son opinion publique, tout comme dans sa relation avec l'Union européenne et avec la Russie. C'est peut-être une erreur stratégique qui pourrait se retourner contre lui.* »

► En quoi consiste la filière migratoire biélorusse ?

Alexandre Loukachenko a délibérément attiré dans son pays des milliers de migrants, venus principalement du Moyen-Orient avec l'espoir de rejoindre le territoire de l'Union européenne par la Pologne, la Lituanie ou la Lettonie. Le dictateur biélorusse utilise les migrants pour tenter de déstabiliser l'Union européenne, en réponse aux sanctions imposées à son régime, après la brutale répression des opposants qui a suivi les élections massivement truquées d'août 2020.

→ REPORTAGE. En Pologne, les migrants dans le piège de la frontière

Les autorités biélorusses ont commencé par faciliter la délivrance de visas de tourisme, par l'intermédiaire de l'agence publique biélorusse Tsentrkurort. La compagnie nationale aérienne Belavia a, par ailleurs, multiplié les vols entre le Moyen-Orient et Minsk, suivie par d'autres compagnies aériennes, assurant des vols vers Minsk en provenance d'Istanbul, de Beyrouth, de Damas, de Téhéran, du Caire, de Dubaï, de Doha.

Depuis le mois d'août, l'Union européenne a fait monter la pression sur les pays d'origine et les pays de transit, puis sur les compagnies aériennes. Au mois d'août, l'Irak a suspendu les vols directs vers Minsk et a annoncé l'organisation d'un vol pour ses ressortissants pris au piège à la frontière et souhaitant rentrer chez eux. La Turquie, une plaque tournante majeure, a interdit, vendredi 12 novembre, aux citoyens irakiens, syriens et yéménites de prendre des vols vers la Biélorussie. Cinq vols en provenance d'Égypte ont toutefois atterri à Minsk, vendredi 12 novembre, de même qu'un vol en provenance de Dubaï.

Crise des migrants : Bruxelles accentue la pression pour faire cesser les vols vers la Biélorussie

Les voyages sont organisés par des agences de tourisme dans les pays de départ ou de transit. Le prix des forfaits, comprenant le visa, le billet d'avion et quelques jours d'hébergement, a progressivement augmenté, pouvant aller jusqu'à plus de 10 000 dollars. De nombreux migrants laissent également, avant de partir, un dépôt pour les passeurs, – environ 3 000 dollars -, dans des bureaux de transfert de devises.

Selon le ministre letton de la défense, Artis Pabriks, au moins trois hôtels, propriété du gouvernement biélorusse, servent à accueillir des migrants à Minsk. Des agents de renseignement biélorusses, de même que des bus militaires, sont impliqués dans le transfert de migrants vers les frontières avec la Lituanie, la Lettonie et la Pologne.

► Comment l'Union européenne répond-elle à cette « attaque hybride » ?

Le principal levier des Vingt-Sept prend la forme de sanctions. Lundi 15 novembre, le conseil des ministres des affaires étrangères (CAE) a donné son feu vert à l'extension du régime de sanctions à l'encontre de la Biélorussie « *pour être capable [s] de répondre à l'instrumentalisation d'êtres humains à laquelle se livre le régime biélorusse à des fins politiques* », a expliqué le Conseil de l'UE dans un communiqué.

En d'autres termes, les ministres ont amendé le régime de sanctions actuel afin que l'Europe puisse cibler les individus ou les entités qui contribuent aux activités du régime de Loukachenko qui facilitent les franchissements illégaux aux frontières externes de l'UE. Jusqu'alors, 166 personnes et 15 entités étaient ciblées par ces « sanctions individuelles » : d'autres noms devraient être ajoutés dans les prochains jours.

→ LES FAITS. En Allemagne, l'accueil délicat des migrants passés par la Biélorussie et la Pologne

En octobre, le Conseil européen, qui regroupe les 27 chefs d'État et de gouvernement, avait prévenu : il « *n'acceptera aucune tentative de pays tiers visant à instrumentaliser les migrants à des fins politiques* », de même qu'il condamnait « *toutes les attaques hybrides menées aux frontières de l'UE et y réagira en conséquence* ».

Les premières mesures restrictives à l'égard de personnalités biélorusses remontent à septembre 2004. Plus récemment, en août 2020, des sanctions européennes étaient tombées (sous la forme de gels des avoirs et autres interdictions de voyager) du fait de la répression de l'opposition pendant l'élection présidentielle. Et en mai 2021, l'UE s'était accordée sur des sanctions à l'encontre de la Biélorussie après l'atterrissage forcé d'un vol Ryanair à Minsk, où l'opposant politique biélorusse Roman Protasevich et sa fiancée, Sofia Sapega,

avaient été arrêtés.

À la frontière entre la Pologne et la Biélorussie, migrants et otages

L'Union européenne peut aussi décider de « *sanctions économiques* », qui touchent à des secteurs spécifiques et peuvent se traduire par des interdictions d'importation ou d'exportation de certains biens, des interdictions portant sur les investissements ou des interdictions de fourniture de certains services, entre autres. L'hypothèse de sanctionner des compagnies aériennes de pays tiers qui ont participé aux déplacements des migrants semble pour l'heure écartée.

Josep Borrell, le chef de la diplomatie européenne, a annoncé ce lundi l'adoption de nouvelles sanctions. *«Nous nous sommes mis d'accord sur l'adoption d'un nouveau train de sanctions (...). Il sera finalisé dans les prochains jours»*, a-t-il déclaré à l'issue d'une réunion des ministres des affaires étrangères des Vingt-Sept à Bruxelles.

La Pologne a déclaré de son côté le début de la construction d'un mur le long de la frontière à partir du mois de décembre.

→ GRAND FORMAT. Les 20 jours de « survie » d'Ahmad, migrant syrien perdu entre la Biélorussie et la Pologne

----

Cinq mois de crise

Fin juin 2021. Minsk suspend sa participation au « partenariat oriental », noué entre l'Union européenne et six ex-républiques soviétiques, en représailles aux sanctions imposées contre le régime d'Alexandre Loukachenko, impliqué dans la répression de la contestation des résultats de l'élection présidentielle du 9 août 2020.

9 juillet. La Lituanie annonce sa décision de construire un mur à sa frontière avec la Biélorussie après une augmentation du nombre de migrants arrivant via ce pays.

10 août. La Lettonie met en place l'état d'urgence le long de sa frontière.

2 septembre. La Pologne impose l'état d'urgence dans la zone frontalière. Des ONG accusent le gouvernement de refouler illégalement les migrants et de les empêcher de présenter des demandes d'asile. La Pologne a légalisé mi-octobre cette pratique. Au moins dix migrants sont décédés dans la région, dont sept du côté polonais de la frontière, selon le quotidien *Gazeta Wyborcza*.

25 septembre. La Pologne annonce qu'elle porte à 10 000 le nombre de ses soldats déployés à sa frontière.

8 novembre. 3 000 à 4 000 migrants se massent à la frontière, selon Varsovie.

François d'Alançon avec Céline Schoen (à Bruxelles)